

Définition (d'après G. Minassian : *Zones Grises : Quand les États perdent le contrôle*) : espace – avec ou sans clôture – de dérégulation sociale, de nature politique (autodétermination, séparatisme ou sanctuarisation) ou socio-éco (espace de criminalité, espace déshumanisés, espace désocialisées), de taille variable essentiellement terrestre / maritime, dépendant d'un État souverain dont les institutions centrales ne parviennent pas - par impuissance ou par abandon – à y pénétrer pour affirmer leur domination, laquelle est assurée par des micro- autorités alternatives.

Il existe 2 sous-ensembles qui émanent de cette définition :

stato-centré = fondé sur la violence politique / contestation ... = plus de reconnaissance de l'autorité de l'État ou volonté de renverser l'État. 4 types :

Guérillas : Colombie

Terroristes : Pakistan

Maritime

Proto-État

socio-économique : fondé sur la criminalité organisée. 4 types :

Mafias

Gangs violents : Mexique ex : Sinaloa

Dans bidonvilles : Rio de Janeiro

Dans banlieues

Comment expliquer le développement des zones grises en Amérique latine ?

Cette problématique mériterait d'être amenée. On ne peut pas se contenter, dans une introduction, d'une définition d'un des termes du sujet.

I- Les zones grises en Amérique latine : une conséquence de la pauvreté ?

- **État de la pauvreté en Amérique latine**

L'Amérique latine compte aujourd'hui environ 52 millions de pauvres dont 40 millions de personnes sans emploi. La pauvreté est comptée en dessous de **5,50 \$ par jour** et l'extrême pauvreté moins de 1,90 \$ par jour. La pauvreté touche principalement les **populations rurales** et/ou les **peuples indigènes** souvent marginaux.

En effet les pays latino-américains sont très inégalitaires, d'après l'indice de Gini qui permet de calculer le coefficient d'inégalités. En 2016, l'Argentine avait un coefficient de Gini de 0,42, la Colombie de 0,5 et certains pays de l'isthme comme le Guatemala approchaient les 0,6.

La pauvreté s'explique par un manque de redistribution des richesses et de gouvernements instables suivant des politiques fiscales biaisées ou parfois inexistantes.

Cependant, des améliorations ont été notées ces dernières années grâce à la mise en place de **programmes sociaux** dans de nombreux pays d'Amérique latine. Le but de ces mesures était principalement de rompre le cycle de la pauvreté grâce à une meilleure prise en charge (sanitaire, éducative...). En Bolivie par exemple, des aides ont été mises en place afin d'épauler les femmes seules ayant des enfants à charge.

- **La pauvreté favorise la criminalité et les pratiques informelles**

Les zones les plus reculées sont généralement celles où l'autorité de l'Etat n'est plus acceptée et appliquée, les infrastructures étatiques telles que les écoles, hôpitaux et postes de police sont manquantes et cela favorise la criminalité et la délinquance.

Caracas, la capitale du Venezuela, est considérée comme la ville la plus violente du monde, car la criminalité y est élevée, en raison d'inégalités et d'instabilités économiques frappantes.

La pauvreté entraîne la violence. L'insatisfaction des besoins matériels et la non-intervention de l'État pousse les habitants au vol, notamment à main armée. Les armes à feu sont un véritable fléau dans la gestion de la violence banalisée. Ainsi, en août 2011, l'International Crisis Group s'inquiétait de « la distribution d'armes par les autorités à des dizaines de milliers de civils afin de « défendre la révolution chaviste ». L'explosion démographique qu'a connue Caracas a également entraîné une paupérisation de la ville ayant pour conséquence une expansion des quartiers pauvres en périphérie. En ce sens, Jessica Brandler-Weinreb expliquait au magazine *L'Express* qu'« Aujourd'hui, les 4/5e de la population du Venezuela vit autour de Caracas ». Ces quartiers sont généralement sous le contrôle des gangs où règne la loi du plus fort.

- **Les zones grises urbaines :**

Avec un taux d'urbanisation de 80%, l'Amérique latine est aujourd'hui la région la plus urbanisée au monde.

Cependant, une grande majorité des urbains latino-américains pratique une « *citadinité sans ville* » (Michel Agier : *L'invention de la ville. Banlieues, townships, invasions et favelas.*). D'après ONU-Habitat, 113 millions d'individus habitaient dans des quartiers informels en 2014. Ainsi, un urbain sur quatre n'a pas accès aux services de la ville et n'est pas propriétaire de son logement, très souvent auto-construit et précaire, aussi bien en termes physiques que légaux. Alors que la majorité des bidonvilles se localise dans les périphéries des très grandes métropoles latino-américaines, les bidonvilles les plus ancrés dans les représentations collectives sont ceux qui se situent à proximité des centres-villes.

En Amérique latine, les zones grises urbaines sont sous le contrôle d'organisations informelles, telles que les *maras* et les gangs. Beaucoup de *maras* sont essentiellement composées d'adolescents. Leurs activités vont du trafic de drogues, du racket, des cambriolages au proxénétisme. Une des plus connues est Mara Salvatrucha 13, créée en 1970 par des immigrants salvadoriens à Los Angeles, afin de se protéger. On compte plus de 70 000 membres aujourd'hui. Ils maîtrisent les quartiers et y imposent leurs règles, sans contrôle de l'État, qui n'intervient plus.

II- Les zones grises : centre de confrontation entre États et habitants

Exemple de la Colombie :

La Colombie est la plus vieille démocratie de l'Amérique Latine avec une solide stabilité institutionnelle. Cependant, celle-ci est meurtrie par la plus ancienne des guérillas : les FARC (Forces armées révolutionnaires de Colombie), fondée en 1966, par Manuel Marulanda Vélez. Ici, l'État n'est pas en situation de monopole de la violence légitime (Max Weber)

Pourquoi ces zones grises ?

= construction de l'État colombien inachevée

***Géographiquement** : paysage fragmenté (montagnes / vallées...) propice à l'isolement identitaire. Il y a un rapport centre-périphérie déséquilibré.

***Polarisation sociale** constante causée par le ralentissement des projets d'aménagements du territoire lui-même causé par les fragmentations géographiques. Un conflit entre les propriétaires terriens – paysans. En effet, les conflits armés avant les FARC entre les 2 camps montrent que prendre les armes n'a rien de choquant dans l'imaginaire collectif.

Les FARC jouent sur l'humiliation / les inégalités subies par les paysans. Ils pratiquent une combinaison de toutes les formes de lutte :

- Politique : création d'un parti
- Militaire : opération locale ou d'envergure

Cette ligne de conduite leur assure des liens avec les autorités locales comme centrales.

III- Les zones grises en Amérique latine, signes de l'impuissance de la lutte contre les mafias

Les « zones grises » représentent des espaces propices à l'épanouissement des activités économiques illégales, comme le **trafic de drogue, d'armes, d'autres ressources naturelles (les diamants, l'or) et plus récemment des êtres humains**.

Les cas du Mexique et de la Colombie

Il y a une quinzaine de cartels et plus de 300 gangs locaux au Mexique. Le plus ancien et le plus puissant d'entre eux est le cartel de Sinaloa, présent dans plus de 70 pays.

*« Le trafic de drogue, la migration, le trafic d'êtres humains, tous sont des symptômes d'organisations criminelles transnationales opérant souvent dans des **zones non gouvernées : 30 % à 35 % du Mexique** », alertait, en mars, lors d'une conférence au Pentagone, le général Glen VanHerck, patron du Northcom (commandement nord des Etats-Unis). Une estimation basse selon M. Buscaglia, qui les a repérées dans vingt-quatre des trente-deux Etats mexicains : « *Les grands cartels [y] recherchent le soutien des gouverneurs pour préserver leur impunité régionale.* »*

Le ras-le-bol des Mexicains envers la corruption du PRI et du PAN explique en partie la victoire triomphale d'« AMLO » à la présidentielle de 2018 (53 % des voix) sur sa promesse de « *rompre avec la mafia au pouvoir* ». Depuis, **le président a mis fin à la guerre contre les cartels**. Fort de son slogan « *abrazos, no balazos* » (« des embrassades, pas des balles »), il prône la

« *pacification du pays* » en privilégiant la prévention des délits et la baisse de la pauvreté.

Lors de la campagne pour les élections législatives et locales de juin 2021, 143 hommes et femmes politiques, dont 36 candidats, ont été assassinés.

Depuis 2018 (élection d'AMLO, qui se présente comme le président anti-cartel), on compte en moyenne 100 homicides / jour au Mexique.

Colombie

Gustavo Petro, l'ancien maire de Bogota, est devenu en mai 2022 le premier président de gauche de l'histoire de la Colombie. Il explique :

Les économies de rentes « faciles », comme le pétrole ou la cocaïne, sont plus corrompues et plus violentes que les pays à économie productive. Le contrôle social est plus fort dans ces derniers : quand la population vit de son travail, elle ne se laisse pas voler l'argent de ses impôts. C'est une des raisons pour lesquelles nous devons abandonner notre modèle de développement dit « extractiviste » pour **développer un modèle productif et construire une économie de la connaissance**.

Les organisations mafieuses qui ont diversifié leurs activités – extorsions, trafic d'or, etc. – et augmenté leur pouvoir politique sont beaucoup plus puissantes qu'elles ne l'étaient du temps de Pablo Escobar. Elles sont le résultat de la prohibition et de la guerre contre la drogue qui ont rendu

le trafic tellement rentable. Cette guerre est un échec dont les Etats-Unis payent le prix cher : les importations de cocaïne et la consommation de drogues de synthèse – autrement plus létales que la cocaïne – ne cessent d’augmenter. En finir avec la prohibition ne dépend pas des Colombiens. Nous pouvons prendre des mesures pour tenter de limiter le pouvoir politique de la mafia sur la population. Il faut commencer par une **réforme agraire** pour donner des terres fertiles aux paysans qui aujourd’hui n’ont d’autre option que de cultiver de la coca dans la forêt amazonienne, sous l’emprise des trafiquants.

Une conclusion aurait été bienvenue